

Comment Jean-Luc Mélenchon veut créer 106 milliards d'euros de nouvelles recettes en 2027

Le candidat LFI à la présidentielle a présenté son contre-budget, qui prévoit notamment 82 milliards d'euros de dépenses supplémentaires, pour l'hôpital et l'éducation. *Par Marceau Taburet*



LOU BENOIST / AFP

Jean-Luc Mélenchon le 14 octobre à Paris.

Une réponse à la « *culture dominante* » du « *néolibéralisme* ». Voilà comment [Jean-Luc Mélenchon](#) voit le contre-budget qu'il a présenté à la presse ce mercredi 14 octobre. Partisan d'une relance sociale et écologique de l'économie, le candidat à l'élection présidentielle entend récupérer plus de 106 milliards d'euros de recettes supplémentaires et veut créer 81,7 milliards de dépenses en 2027.

Accusant les différents présidents qui se sont succédé depuis Nicolas Sarkozy d'avoir organisé « *l'appauvrissement méthodique et organisé de l'État* », Jean-Luc Mélenchon assume de vouloir « *remettre de l'ordre dans les comptes publics* », reprenant là une formule chère aux libéraux. « *Il est nécessaire de mettre à contribution le capital financier* », a-t-il ajouté, jugeant qu'il avait jusqu'ici « *profité à plein, tout le temps, sous toutes les formes* ».

L'objectif du candidat, crédité de 18 % d'intentions de vote (à la deuxième place devant Édouard Philippe dans un sondage Odoxa

pour [Le Nouvel Obs](#) publié ce mercredi 14 octobre) est autant de donner à voir ses grandes priorités en matière économique, que de dessiner les contours d'un budget rectificatif, vraisemblablement voté après la présidentielle pour corriger la copie de Sébastien Lecornu. La philosophie générale du contre-budget insoumis repose ainsi sur une politique de la demande, via une relance de la consommation.

Héritage, taxe Zucman et ISF climatique

« Non seulement nous injectons plus de 81 milliards d'euros dans les carnets de commandes, dans l'économie, dans le pouvoir d'achat, mais avec des recettes supplémentaires, nous faisons 25 milliards de réduction du déficit. Nous faisons donc mieux que le gouvernement », a tenté de résumer Éric Coquerel, le président de la commission des Finances de l'Assemblée, lors d'une conférence de presse.

Désireux de faire entrer 106 milliards d'euros de recettes nouvelles dans les caisses de l'État, Jean-Luc Mélenchon propose différents dispositifs : la mise en place d'un « *ISF climatique* », qui rapporterait autour de 10 milliards d'euros (soit le double de ce que rapportait l'ISF avant qu'Emmanuel Macron le transforme en 2017), la suppression de la « flat tax », qui dégagerait 9 milliards ; ou encore l'instauration de [la « taxe Zucman »](#) qui, appliquée aux ménages disposant d'un patrimoine supérieur à 100 millions d'euros, permettrait d'engranger 15 milliards d'euros.

Si ces chiffres se basent sur les calculs établis par les équipes du candidat et sont, en l'état, difficilement vérifiables ([le rendement de la taxe Zucman est estimé à 5 milliards d'euros seulement par les économistes qui la dénoncent](#)), ils offrent tout de même un bon aperçu de là où il compte aller chercher l'argent, et dans quelle proportion. En termes de recettes potentielles, Jean-Luc Mélenchon propose aussi de faire grimper la taxe sur les Gafam à 15 %, d'instaurer une taxe sur les héritages (qu'il veut plafonner à 12 millions d'euros) à 20 milliards d'euros ou de raboter plusieurs niches fiscales (pacte Dutreil sur les transmissions d'entreprises, crédit d'impôt recherche...) pour plus de 20 milliards d'euros.

Abroger la réforme des 64 ans coûte cher

Côté dépenses, c'est l'abrogation de la réforme des retraites qui coûterait le plus cher. Annuler les 64 ans instaurés par Élisabeth Borne, et revenir à un départ à 62 ans puis 60 ans, coûterait ainsi 9 milliards d'euros. En pleine mobilisation lycéenne, le candidat LFI assure vouloir créer une « garantie d'autonomie » pour les jeunes de 1337 euros par mois. Sur un an, cette mesure coûterait 9,5 milliards d'euros à l'État. Il entend aussi rendre la cantine gratuite (3,6 milliards d'euros) et créer 10 000 postes d'enseignants (500 millions d'euros).

Quant à l'hôpital public, en souffrance depuis plusieurs années, il verrait son budget être augmenté de 3 milliards d'euros, afin de créer notamment 10 000 nouveaux postes de personnels soignants. Sont également fléchés 5 milliards d'euros pour la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants, ainsi qu'un grand plan contre le sans-abrisme.

« Les légitimes propriétaires resteront propriétaires. » Jean-Luc Mélenchon

Reste une question : ces dépenses sont-elles crédibles, dans un contexte où la France demeure le troisième pays le plus endetté de l'Union européenne ? Pour Éric Coquerel, les prévisions sur lesquelles table La France insoumise sont « raisonnables ». « *Nous sommes dans une démarche de rationalité économique* », insiste-t-il.

Cherchant aussi à rassurer les Français qui pourraient être inquiets par l'éventualité de son arrivée au pouvoir, Jean-Luc Mélenchon a assuré que « *les légitimes propriétaires resteront propriétaires* » et qu'il ne touchera pas à leur épargne.

Sur la question de la dette, qui a tant fait couler d'encre cet été, 25 milliards d'euros devraient être dédiés à sa « diminution », soit la différence entre les recettes et les dépenses annoncées plus haut. Le candidat continue par ailleurs -[comme il l'a annoncé cet été](#)- de vouloir annuler la partie de la dette française détenue par la BCE, qu'il chiffre à 464 milliards d'euros. Et promet d'engager des négociations à l'échelle européenne. Sans aucune garantie de succès ; encore moins dès 2027.